

UNREVISED / NON RÉVISÉ

THE SPECIAL SENATE COMMITTEE ON BILL C-36

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, December 3, 2001

The Special Senate Committee on Bill C-36, to amend the Criminal Code, the Official Secrets Act, the Canada Evidence Act, the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act and other Acts, and to enact measures respecting the registration of charities, in order to combat terrorism, met this day at 9:30 a.m. to give consideration to the bill.

Senator Joyce Fairbairn (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we are beginning the second day of our hearings dealing with Bill C-36, the anti-terrorism bill. This week is the first time this committee has actually had the bill formally before it. We did a pre-study of the bill earlier, at the request of the government, and produced a report with our recommendations and concerns, a number of which were met and have become part of the bill that is before us today. Not all our suggestions were accepted, and we will hear more about that in the days ahead from witnesses.

Today, we are pleased to welcome representatives of the Barreau du Québec.

If you will, please proceed.

(French follows—Maitre Anne-Marie Boisvert (full))

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(après anglais)

Mme Anne-Marie Boisvert, présidente, Comité en droit criminel, Barreau du Québec: Le Barreau du Québec est heureux de participer à vos travaux. Je suis accompagnée de Me Gilles Ouimet, également membre du Comité en droit criminel. Le bâtonnier du Québec, Me Francis Gervais, s'excuse de son absence aujourd'hui et regrette n'avoir pu faire la présentation du Barreau du Québec.

J'irai à l'essentiel. Le projet de loi C-36 est volumineux et nous avons eu peu de temps à y consacrer. Dans le mémoire que nous avons présenté à la Chambre des communes, les préoccupations que nous avons émises et certaines des propositions que nous avons suggérées ont trouvé réponse dans le projet de loi tel qu'il est présenté devant vous aujourd'hui. Je tenterai de faire les distinctions entre l'ancien projet de loi C-36 et celui qui fait maintenant l'objet de vos travaux.

Les événements du 11 septembre dernier et la suite de ces événements ont fait réfléchir tout le monde. Il est clair que le Canada a des responsabilités dans la lutte contre le terrorisme sur les plans à la fois international et national, face à la protection de ses citoyens au départ. Le Barreau du Québec ne remet pas en cause les efforts nécessaires que le Canada doit fournir.

(Chair: Ms Boisvert, I was quite remiss when I opened...)

(anglais suit)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(Following French)

The Chairman: Ms Boisvert, I was quite remiss when I opened the meeting today, so enthused was I to have you start your presentation, that not only did I not introduce you to our committee, but I failed to introduce you to all those who will be watching us on television today. I would like to do so now.

Honourable senators, we have before us today Ms Anne-Marie Boisvert, who is the Chair of the Criminal Law Committee of the Barreau du Québec; and Mr. Jacques Ouimet, who is a member of the Criminal Law Committee. I apologize for that and thank you again very much for coming.

Please continue.

Ms Boisvert: Madam Chairman, we are used to being invited to present our position, often with the criminal lawyers association or the Canadian Bar Association. I would like to stress that the position we present emanates from a consensus within our Criminal Law Committee, which is composed equally of federal and provincial Crown attorneys, defence attorneys, law professors and we have a member who represents a police force.

(French follows--Ms Boisvert continuing: Le Barreau du Quebec et encore

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(après anglais)(Mme Boisvert)

Le Barreau du Québec est encore inquiet du bouleversement du juste équilibre que nous pensions avoir atteint dans la société canadienne entre, d'une part, la protection de la sécurité publique et, d'autre part, la protection des libertés fondamentales des Canadiens. Le projet de loi prévoit certains pouvoirs d'enquêtes exorbitants et certains pouvoirs exorbitants en matière de secrets accordés à certains ministres. Le Barreau du Québec est inquiet des applications de ce pouvoir.

Nous avons constaté qu'a été incorporée à la loi une clause crépusculaire partielle où on prévoit que certaines dispositions de la loi vont s'éteindre. Le Barreau du Québec aurait aimé une révision complète de la loi après une période de cinq ans. Je sais que la question a beaucoup été discutée à savoir si la loi antiterroriste était une loi d'urgence ou destinée à devenir permanente.

De façon générale, c'est certainement une loi adoptée dans l'urgence. À notre avis, il aurait été souhaitable qu'on puisse, après une certaine période, vérifier si la loi visait la bonne cible et fournissait les outils appropriés, ainsi que vérifier si ces outils ont été utilisés à bon escient.

À cet égard, le Barreau avait suggéré devant la Chambre des communes, et réitère ici la suggestion, que la loi demeure une loi d'exception, c'est-à-dire une loi particulière à ne pas incorporer dans la législation existante. Le fait que la loi en soit une d'exception prévoit des pouvoirs exceptionnels et le fait de la garder distincte empêcherait que des mesures exceptionnelles n'aient vocation à déteindre tranquillement dans le Code criminel.

On sait aussi qu'au moyen d'un projet de loi omnibus, il pourrait être facile – et je pense en particulier aux pouvoirs exceptionnels d'enquête – d'ajouter, à l'occasion d'un projet de loi omnibus, à la liste des infractions qui peuvent faire l'objet de pareilles enquêtes. Conserver les dispositions spéciales en matière de terrorisme dans une loi spéciale éviterait que les dispositions particulières ne déteignent sur le Code criminel.

On éviterait aussi de bouleverser l'économie générale du Code criminel en incorporant un peu partout dans le Code criminel des dispositions relatives au terrorisme qui se retrouvent parfois dans des endroits particuliers. Je ne donnerai que l'exemple de dispositions particulières en matière de peine qu'on va retrouver à

UNREVISED / NON RÉVISÉ

l'article 83.26 du projet de loi, alors que les dispositions relatives à la peine sont aux articles 717 et suivants du Code criminel.

À notre avis, le fait de conserver une loi particulière, séparée, favoriserait l'exercice de réexamen de la loi. Il est peut-être illusoire de penser qu'il sera possible de revoir la loi une fois que ces dispositions seront disséminées dans une vingtaine de lois d'application générale.

Le Barreau du Québec est d'avis que, malgré les modifications qui ont été apportées, les pouvoirs particuliers en matière de détention et en matière d'enquête posent encore des difficultés.

En ce qui concerne l'interrogatoire forcé prévu à l'article 83.28 du projet de loi – je parle des articles du Code criminel proposés parce que c'est plus facile de se retrouver – qui est un pouvoir de détention pour fins d'investigation, je dirais qu'il est difficile d'imaginer dans la vraie vie de quoi aura l'air cette procédure et quel rôle on veut faire jouer au juge qui assistera à la procédure.

Le Barreau comprend qu'il puisse être tentant de détenir des personnes pour les forcer à répondre à des questions. L'histoire enseigne que l'interrogatoire forcé et l'obligation de répondre dans des conditions coercitives n'est pas nécessairement un gage de fiabilité des réponses qui sont données.

Par ailleurs, nous constatons qu'il n'y a aucune limite prévue à la détention lorsqu'une personne refuse de répondre ou ne répond pas de façon satisfaisante pour celui qui pose les questions. À notre avis, ceci est encore problématique. Dorénavant, je vois que c'est un substitut qui posera les questions, mais qu'arrive-t-il lorsque celui qui véritablement cherche des réponses ne sera pas satisfait des réponses obtenues? Ce n'est pas clair pour nous jusqu'où peut se poursuivre la détention pour fins d'investigation.

En ce qui concerne le mandat d'arrestation prévu à l'article 83.29 du projet de loi et qui est un peu un accessoire de l'article précédent, nous constatons que l'émission du mandat peut se faire suite à des motifs très larges. Nous constatons que les critères sont très larges quand on dit que le mandat d'arrestation peut être émis quand une personne ne s'est pas présentée pour l'interrogatoire, peu importe que la personne sache ou ait été dûment signifiée de l'exercice de l'interrogatoire.

Par ailleurs, nous faisons la remarque qu'au paragraphe 3 de cet article, en ce qui concerne la remise en liberté, lorsqu'on dit :

UNREVISED / NON RÉVISÉ

L'agent de la paix qui arrête une personne en exécution du mandat la conduit ou la fait conduire immédiatement devant le juge qui a délivré le mandat ou un autre juge du même tribunal; [...]

À notre avis, la réalité de la mobilité des personnes au Canada fait en sorte qu'on devrait prévoir un mécanisme d'application extra-provincial de ces dispositions.

Dans la mesure où quelqu'un serait trouvé dans une autre province que celle où le mandat a été émis, il n'y a aucun mécanisme possible de remise en liberté de la personne puisque par définition on ne pourra pas comparaître devant un même tribunal. Il y a donc des dangers de détention prolongée.

Finalement, et ceci nous apparaît plus important, en ce qui a trait à la détention préventive prévue à l'article 83.3, nous constatons que les modifications qui ont été apportées au projet de loi prévoient une détention de longue durée. À l'origine on prévoyait que la détention préventive ne devait pas excéder 48 heures. Dorénavant, on prévoit la possibilité d'ajournement de 48 heures en 48 heures sans limite au nombre d'ajournements. Donc la détention préventive peut s'étaler de façon prolongée. Par ailleurs, si ce sont des pouvoirs de détention préventive qu'on veut donner aux policiers, le Barreau aurait apprécié que ce soit dit clairement. C'est étrange que l'on prévoit une détention préventive de quelqu'un que l'on soupçonne de terrorisme pour arriver à la fin ultime de l'émission d'une ordonnance de garder la paix. On comprendra que le mécanisme accessoire à la mesure visée, l'ordonnance de garder la paix, est le but de la loi. J'imagine que ce n'est pas d'avoir une promesse d'un terrorisme de garder une bonne conduite et de respecter la paix. Nous aurions aimé que ce soit dit un peu plus clairement. Nous avons des réserves face à la possibilité de détenir quelqu'un de 48 heures en 48 heures sans limite de la durée de la détention.

On comprend qu'une clause d'extinction de ces pouvoirs exorbitants est prévue. Il n'en demeure pas moins que cinq ans, ce n'est pas rien. Nous craignons l'abus dans l'application de ces dispositions. Certainement, pour nous, ce sont les dispositions les plus problématiques. Il n'y a pas, à notre avis, de mécanisme de contrôle valable de l'activité policière qui pourrait être généré dans le rapport qui est prévu au Parlement. Les dangers d'abus sont grands et les mécanismes de contrôle sur l'appareil policier sont extrêmement limités quand on sait que le rapport a été déposé et peut exclure tout ce qui aurait été intéressant de voir dans le rapport.

UNREVISED / NON RÉVISÉ

Je dirais que ce sont les commentaires les plus importants que nous avons à vous faire. Nous n'avons pas eu beaucoup de temps pour consulter le nouveau projet de loi, toutefois il nous fera plaisir de répondre à vos questions au meilleur de notre connaissance.

Le sénateur Beaudoin: Ma question porte sur l'interprétation de l'article 1 de la Charte. Il est clair que ce projet de loi donne des pouvoirs supplémentaires aux policiers. Et le but c'est la sécurité, et cetera. Les risques de ces pouvoirs sont qu'ils puissent aller contre la Charte.

Le problème est le suivant: si jamais cela va devant les tribunaux, les tribunaux vont avoir à se prononcer si c'est justiciable dans une société libre et démocratique? C'est le pouvoir additionnel. La ministre de la Justice avait le choix entre déclarer l'urgence nationale, ce qui est son droit le plus évident, ou d'avoir des pouvoirs permanents, une loi permanente.

Si la loi est permanente et non pas transitoire, urgente, il faut une clause crépusculaire. Si elle est permanente, il faut une clause crépusculaire. Et si c'est une mesure d'urgence, ce n'est pas aussi nécessaire parce que ce sera transitoire.

Le problème qui me préoccupe est celui-ci: quand la Cour suprême va interpréter l'article 1, à savoir si cela est justifiable dans une société libre et démocratique, et que l'on peut démontrer que cela se justifie dans une société libre et démocratique, la Cour suprême va-t-elle être plus sévère si la loi est permanente que si elle était transitoire? Ce n'est pas la même chose. Quand on est en état de guerre et qu'on a le pouvoir d'urgence, qui est toujours transitoire, la cour est plus portée à être généreuse pour l'invasion des droits et libertés. Mais si on choisit de ne pas avoir d'urgence et qu'on a une loi permanente, la cour sera probablement plus sévère quand elle va interpréter l'article 1 de la Charte.

J'aimerais savoir si vous êtes portée, comme juriste, à faire une distinction sur l'article 1 selon que la loi est urgente ou qu'elle est permanente? Est-ce que ma question est claire?

Mme Boisvert: Elle est très claire. Je partage votre point de vue avec peut-être la nuance que ce n'est pas nécessairement la loi qui doit être urgente comme la situation qui est visée par la loi. Il est clair qu'à partir du moment où on considère que la situation d'urgence est permanente et que la loi doit être incorporée dans la législation existante et doit faire partie du Code criminel au même titre que n'importe quelle autre disposition, en principe on peut présumer que la loi recevra exactement le même traitement que n'importe quelle autre

UNREVISED / NON RÉVISÉ

disposition du Code criminel. Probablement que de suivre la suggestion du Barreau de faire de la loi une loi d'exception indépendamment de toute question d'urgence risquerait plus facilement de réserver à la loi un sort un peu particulier à partir du moment où on la fonde dans le Code criminel et dans la législation existante, on ne peut pas parler d'urgence permanente. Je partage votre avis que l'interprétation ne devrait pas être plus généreuse, si vous voulez, pour cette portion du Code criminel que pour d'autres portions.

Le sénateur Beaudoin: Mais le gouvernement a fait le choix.

Mme Boisvert: Exact.

Le sénateur Beaudoin: C'est ce qu'il a le droit de faire. On va demander des pouvoirs additionnels, mais ceux-ci seront destinés à être permanents. On peut discuter à l'infini le fait que le gouvernement doive proclamer l'état d'urgence au lieu de faire cela, mais c'est son choix et c'est son droit de décider. Si la loi est permanente, il faut accepter le principe de la clause crépusculaire. Cette clause doit être là et elle doit être tout de même assez étendue. C'est la proposition que nous faisons.

(Sen. Jaffer: I have read your paper...)(anglais suit)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(Following French)

Senator Jaffer: I have read your paper. As a result, I have a few questions on the definition of terrorist activity.

I did not understand what you meant by "economic security". Can you define what economic security is?

Mr. Ouimet: We are talking about the proposed section 83.01 of the Criminal Code, which provides for the definition of, notably, terrorist activity. There is a problem in the French version. The English version does not have the same problem. I refer you to sub-paragraph (b)(ii)(C), states in English:

-- causes a serious risk to the health or safety of the public...

In French:

(French follows --Mr. Ouimet continuing: « Compromet gravement la santé... »

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(après anglais)(M. Ouimet)

Compromet gravement la santé ou la sécurité de tout ou partie de la population.

(Mr. Ouimet: The problem that was raised...)

(anglais suit)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(Following French--Mr. Ouimet continuing)

The problem that was raised is that “*securité*” in French at (C) has the same term used in (B) above, which includes economic security.

In English, you do not have that problem. Perhaps it is a question of the way it was drafted. The answer to the question could be that when you read the English version "economic security" does not seem to be covered in (C).

If the intention was to put at risk economic security, we were clearly in the realm of work disruption, which was targeted at (E). Our concern was that economic security should not be included in (C), but when you read the English version it does not appear to be.

Ms Boisvert: This concern was more important before the bill was amended because the links with economic activity before the amendment made it clear that some conduct which was not terrorist could be labelled terrorist. Since the amendment, this point becomes less important. It now looks more like a question of drafting of the remaining portion.

Senator Jaffer: The minister has added another paragraph for greater certainty. I would appreciate if you could comment. Does this help or allay some of your concerns?

Mr. Ouimet: I must admit that I have had difficulty understanding that specific provision. With some effort, I think it reaches the goal of clearly taking out of "terrorist activity" activities that are not aimed at or for the purpose of terrorism. I must admit that I had some difficulty reading it, but it helps, once we understand what it says.

(French follows--Senator Lynch-Staunton: *Votre interprétation est très précise...*)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(après anglais)

Le sénateur Lynch-Staunton: Votre interprétation est très précise. Vous avez soulevé des points troublants. J'espère que les auteurs du projet de loi vous ont bien écoutés. Nous avons également eu peu de temps pour étudier ce projet de loi. Plus nous lisons le projet de loi et plus nous y trouvons des éléments qui nous avaient échappé. Ces derniers jours, j'ai retrouvé la même clause à trois endroits différents, soit aux pages 18, 79 et 89. Dans un premier temps, cette clause concerne l'inscription des entités et dans un autre temps, la divulgation de l'information. C'est la rédaction de cette clause qui me préoccupe. En français, à la page 18 du projet de loi, on peut lire:

Le juge peut recevoir et admettre en preuve tout élément qu'il estime digne de foi et approprié -- même si le droit canadien ne prévoit pas par ailleurs son admissibilité -- et peut fonder sa décision sur cet élément.

En anglais:

(Sen. Staunton: P6 "The judge may receive into evidence...")

(anglais suit)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(Following French)

The judge may receive into evidence anything that, in the opinion of the judge, is reliable and appropriate, even if it would not otherwise be admissible under Canadian law, and may base his or her decision on that evidence.

(French follows-Sen. Lynch-Staunton: Premièrement, pourquoi...)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(après anglais)(Sén. Staunton)

Premièrement, pourquoi toute cette latitude laissée à l'interprétation? Cela peut sous-entendre des ouï-dire, des mensonges sous serment, n'importe quoi qui n'est pas admissible d'après le droit canadien qui est assez spécifique sur ce qu'on peut admettre en preuve. Cette clause est-elle nécessaire?

M. Ouimet: Des dispositions semblables existent déjà dans le Code criminel. L'article 83.05 est une disposition qui se retrouvera au Code criminel, malheureusement. La loi prévoit, notamment en matière d'enquête sur remise en liberté, selon l'article 515 et les suivants, que le juge peut recevoir une preuve qu'il estime fiable et digne de foi.

Cette disposition a toujours été interprétée et appliquée pour assouplir les règles de preuve normales. La difficulté que j'avais avec le paragraphe que vous avez cité concerne la partie suivante: «même si le droit canadien ne prévoit pas par ailleurs son admissibilité». J'ai toujours compris la disposition, par exemple l'article 515, comme permettant des preuves qui sont nécessaires dans le contexte, mais on ne s'embête pas avec la technicalité des règles de preuve habituelles. On n'est pas à un procès alors on le fait de façon plus souple.

Maintenant qu'est-ce que cela ajouterait de dire que ce n'est pas permis par ailleurs dans notre droit canadien? Que nous permettrions des preuves qui ne seraient pas fiables? Cette précision m'apparaît inutile. Si elle doit être utile, elle représente un dangereux changement dans notre politique de gestion de preuve.

Le sénateur Lynch-Staunton: Cette partie de l'énoncé «même si le droit canadien ne prévoit pas par ailleurs son admissibilité» ne se trouve pas dans le Code criminel actuellement? Tout ce que nous y retrouvons, c'est «digne de foi et approprié»?

M. Ouimet: C'est cela.

Le sénateur Lynch-Staunton: Je veux être certain que c'est bien la première fois que nous retrouvons dans le projet de loi «même si le droit canadien ne prévoit pas par ailleurs son admissibilité».

Mme Boisvert: À notre connaissance, oui. En fait, quand le droit relaxe dans un contexte ou dans un autre les règles de preuve, un principe directeur demeure toujours: la preuve doit être nécessaire et fiable. Ou le législateur utilise des mots

UNREVISED / NON RÉVISÉ

assez étonnants pour en revenir à ces principes ou le législateur écarte les principes de la nécessité et de la fiabilité de la preuve. Dans le cas présent, cela serait extravagant. Nous avons déjà parlé de la fiabilité. On peut douter des éléments de preuve ou des renseignements qui pourraient découler des interrogatoires forcés. Il est difficile ici de voir à quoi on fait référence.

Indépendamment de la fiabilité ou de la nécessité des éléments de preuve, la référence au droit canadien peut aussi faire référence aux règles applicables en matière d'exclusion de la preuve en vertu de la Charte, mais qu'on n'applique pas beaucoup lors d'auditions préliminaires. Les règles applicables à l'exclusion de la preuve n'agissent qu'au moment du procès.

On a spéculé sur le sens de ces termes et on s'est posé la question à savoir si on était en train de nous dire que de la preuve inutile ou non fiable est admissible parce que c'est ce que prévoit le droit canadien.

Le sénateur Lynch-Staunton: On posera la question au ministre cet après-midi parce que je trouve cela extrêmement dangereux. Comme vous, je crois que cela ouvre la porte à n'importe quoi.

Il y a une protection qui est accordée aux gens visés par la loi, leur permettant d'être entendus en Cour fédérale. J'ai toujours cru que les juges n'aimaient pas s'impliquer dans des décisions politiques et qu'ils se limitaient plutôt, en ce qui concerne les gestes ministériels, à voir si le ministre avait agi de bonne foi ou s'il avait rendu sa décision de façon inappropriée.

J'utilise des termes très laïques, mais lorsqu'un jugement reposait sur une décision strictement politique, les juges évitaient de s'immiscer dans ce domaine et je crois que beaucoup des décisions qui seront prises ici seront des décisions politiques devant lesquelles les juges se sentiront embarrassés de juger un geste politique. Mon évaluation du rôle des juges dans ce cas-ci est-elle exacte? Les juges sont-ils plus larges d'esprit lorsqu'une telle opinion leur est demandée?

Mme Boisvert: Je pense que nous partageons votre point de vue. Il est vrai que règle générale, lorsque la magistrature est amenée à évaluer l'exercice d'un pouvoir qui appartient davantage à la prise de décision au sens politique, les critères sont très stricts. Les juges font donc preuve d'une extrême prudence avant de renverser une décision à caractère politique.

UNREVISED / NON RÉVISÉ

Le genre de contrôle prévu sera un contrôle extrêmement limité, mais ce contrôle très limité vaut mieux que pas de contrôle du tout car c'était la situation dans l'ancien projet de loi.

Nous avons émis des commentaires quant à l'absence de contrôle mais maintenant qu'il y en a un de prévu, nous sommes d'avis qu'il faudrait beaucoup d'imagination pour concevoir un contrôle plus minimal que celui qui est prévu.

Le sénateur Lynch-Staunton: Je vous remercie.

(Sen. Bryden: When you were discussing...)

(anglais suit)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(Following French)

Senator Bryden: When you were discussing the protections within the bill, you indicated you would have preferred a sunset clause applicable to the whole bill. You then indicated that the time was too long, that you would prefer a review. It is probably in the translation somewhere, but the fact is that the complete review of the act will occur within three years. At that time, Parliament can either repeal the bill or change it in any manner it wishes. Is that a fair statement?

Ms Boisvert: Yes.

Senator Bryden: At the urging of this committee and as a result of our pre-study and hearing witnesses such as yourselves, the issue of continuing parliamentary oversight, whether by an officer of Parliament or otherwise, was raised. In that regard, the bill now requires that the Minister of Justice file an annual report in Parliament detailing the investigative hearings and the preventive detention provisions. That was as a result of something that was requested.

In addition to that, a similar annual report is to be filed by the Solicitor General.

In addition to that, attorneys general and, where appropriate, solicitors general provincially are required and have agreed, as I understand it, to do the same thing in their provincial legislatures.

Finally, if all of that does not act as a safeguard, the most difficult clauses which impede on our normal rights at criminal law automatically sunset in five years.

This bill is designed to deal with threats to the security of the Canadian public. In your opinion is that sufficient? Does it come close to being sufficient? We never get everything we want in this business.

Ms Boisvert: I appreciate that there is now more protection than there was. However, given what can be left out of the report for security reasons, there is the risk that these reports do not say much and will not be very informative. We could imagine a mechanism which would enable, after three years, having more information about the way the law has been applied.

As I said last week, we in Quebec, at least, are very sensitive about the abuse of power by the police. There is no provision for a yearly report. We do not consider it as sufficient civilian control over the actions of the police. For us, the lack of

UNREVISED / NON RÉVISÉ

civilian control over the police is an endemic problem. In this bill, the police are given extraordinary powers, which are open to abuse and which we know will be abused. By how much they will be abused, we do not know. However, there will be excesses. That is in human nature.

Senator Bryden: Representatives of the Canadian Police Association will be appearing before us later today. I am sure they would think that is quite a categorical statement.

Ms Boisvert: Accidents always happen.

Senator Bryden: I am a former provincial deputy attorney general. I have had the experience of seeing some abuses as well.

These reports are not nearly as perfunctory as you seem to think they are. They will be tabled in both Houses of Parliament. The House of Commons, and clearly this institution, is capable and will, I am sure, bring the Solicitor General, the Minister of Justice and so on to a committee to cross-examine them on the reports and demand further information. We have a right to do that.

I do not think we should leave the impression that all they will do is file a piece of paper and that is the end of it. If it is the end of it, then we have fallen down on our duties and so have the members of the House of Commons.

I wish now to deal with the question of forced interrogation. In your brief to the House of Commons committee the question you raised was whether a person in Canada has a right to remain silent. I believe it is the case, and you can correct me if I am wrong, that there is no right to silence in Canada. That is to say, a witness can be compelled in any proceeding to give evidence. There is a right that if he or she does that, then that evidence cannot be used against that person. We do not have, as they do in the United States, a fifth amendment, which says, "I claim my right to remain silent." Witnesses in a proceeding are compellable. However, they are protected so that, when compelled, the evidence they give cannot be used against them. Is that fair?

Ms Boisvert: Yes.

Senator Bryden: I have one question in relation to the judge in a hearing accepting evidence that would be other than what would be acceptable if it were a normal criminal trial.

UNREVISED / NON RÉVISÉ

I have one suggestion, and I do not have any inside knowledge on this matter. Since we are dealing with terrorism and international terrorism, some of the evidence that may be brought forward may be evidence of things that have happened in a foreign country, things that we could not possibly prove. In fact, it could be evidence that you could not introduce in a criminal proceeding against someone who lives in Canada. That is encompassed by this provision, and perhaps other things are encompassed in it as well. I will let you comment on that. Before you do, however, I want to make one other comment.

Not many years ago I was the vice-chair of a committee on security and intelligence. We proceeded on the basis that if we could put the people who would do us public harm in a certain position that they would also do themselves harm, we could prevent such harm from happening.

Terrorism in the world today has evolved. We are now included in that aspect of the world. This bill must address the prevention of an act, not the prohibition and the punishment of someone for committing an illegal act. If we do that, the act has already been committed and it has been defeated.

I guess I am trying to give a philosophical justification to this aspect. Why do we need preventive detention? In some instances, if you do not have it, you are too late. It would be nice if you could punish the perpetrator and then the next perpetrator would not do it, but then who cares? They are part of the bullet in some of these instances. The same is true with regard to investigative hearings. If there is evidence of a bomb in the Eaton Centre, or wherever, I think we have gone far enough to say we must be able to stop. That is why the air marshals are saying, "You do not worry about trying to land the plane and getting the passengers off. You have to take action that stops the perpetrator."

My final comment is this. I believe that some of these provisions -- and in fairness you have indicated that -- have to be read in the context of those really dramatically changed circumstances for Canadians.

Can you comment briefly? I am sorry I was not as brief as I should have been.

The Chairman: You have given new meaning to the words "final comment".

Mr. Ouimet: I believe it was in my response to Senator Lynch-Staunton that I raised the point about whether it is admissible in Canadian law or not. The problem is simply that we would need two different wordings to achieve the same goal. One is a current section of the Criminal Code which serves to introduce

UNREVISED / NON RÉVISÉ

evidence that is otherwise not admissible. We agree on that point. By using different wording we do not know what it is.

With regard to preventive detention, we could debate whether it should be included or not. The House of Commons is saying that it will be in and this is what it is. The next issue we raise concerns the mechanics of it. When you try to understand how it will work, our point is that it does not really make sense to say that you want to detain someone in a certain manner when the ultimate goal is to have that person sign a peace bond. We are talking about terrorists. If that is the case, then say that you can detain someone for 48 hours, 72 hours or up to seven days, but that is the limit. After that, you must set that person free and impose conditions on that person.

In my respectful opinion, that part is poorly drafted. That is one of our concerns.

Ms Boisvert: There are two regimes here. There is the prospective terrorist and the prospective witness. They are the two people you can detain. As to the prospective terrorist, detention for the purpose of signing a peace bond is something with which we have problems. As far as the prospective witness is concerned, we have concerns with the fact that there is no limit to the detention of that prospective witness.

It is true that in Canada we have no right to silence, but we have no obligation to cooperate. In Canada, the police have no power to detain for investigation. Now it seems that they can do that, if there is a judge in the middle somewhere. The judge looks like a substitute for the constitutional rights of Canadians. There is no limit to the detention and we ask the question: What if the person does not answer and what if the answers are not satisfactory to the person asking the questions? How long can you hold someone? These are our concerns.

Senator Fraser: Following directly on from that, I was really struck by your argument that a peace bond seems like an awfully limp excuse for something to be driving at here. When I was first exposed to this bill, my initial reaction, too, was: All this for a peace bond? When I thought more about it, it occurred to me that this process is, perhaps, very clever. The first thing you do is pick someone up for a short period of time and in so doing, you say to that person, "We know who you are." Terrorists do not want you to know who you are. They think you do not know who they are. They are not like motorcycle gangs; they do not have their names on their backs. They really do try to operate in secrecy. If you pick them

UNREVISED / NON RÉVISÉ

up, that means not only that you know that Joe Blow is probably up to no good, it means you know he is associating with people. Then you can set a peace bond which may say things like, "You will not associate with those people; you will not go to the places where you were associating with these people."

It seems that is a useful tool to have, not a weak noodle, pointless effort, but a useful tool. I would assume that once they have been through this procedure, the police would be watching them to ensure that they abide by the terms of the police bond.

How does that line of argument strike you?

Ms Boisvert: It is the same point that we made, that the peace bond is a pretext for detention.

Senator Fraser: It is not a pretext; that is what I am arguing with you about. As I read this bill, I do not think it lays the groundwork for repeated 48-hour detentions. It means what it says on the face of it, which is that you must get this process disposed of quite quickly.

What I am suggesting to you is that the mechanism of setting the conditions for the way in which this person may behave in the future is not weak, that it is a realistic, good and substantial goal. Why would it not be?

Ms Boisvert: These conditions would not be effective for someone who is about to detonate a bomb; perhaps they would be for people who facilitate.

Mr. Ouimet: I do not think that police officers are really looking forward to having someone sign a peace bond as an efficient tool to get the result. I agree that having that person detained for a period of X number of hours is much more efficient. This is our point. The accessory is what they are looking if it is urgent. They must do that. They now have a way to stop and detain someone for a period of one, two or three days.

The detention amendment clearly changes that element of the bill. A person who appeared before a judge could not be detained for more than 48 hours. The wording has been changed so that the adjournment of the proceeding shall not be for more than 48 hours.

Ms Boisvert: At the time.

UNREVISED / NON RÉVISÉ

Mr. Ouimet: That does not mean that the detention is limited to 48 hours. This is a fundamental change.

Senator Fraser: I know the paragraph you are reading.

Mr. Ouimet: I do not know if that was intended or not. Our point is that police will now be in a position to arrest someone and that person could be detained for a period that is not limited. We could go before the judge and say, "Judge, we are looking for evidence and we have evidence that this person is involved in a big plot, so we will ask you to postpone it 48 hours so we can detain that person."

True they will have to go before the judge every 48 hours, but there is no limit. Ultimately that person could say, "Hey, I will agree to sign the peace bond. Impose all the conditions that you want, I will sign that peace bond. That is what the bill says. You are detaining me for the purpose of determining whether you should force me to sign a peace bond. I want to sign it, bring me the paper."

This is something that we do on a daily basis. People are charged with criminal offences and when we can talk to the prosecutor and say, "Listen, my client is ready to sign a peace bond. Let us settle this matter by a peace bond." It is reparative justice, if you will.

We are fighting in court to have peace bonds day in and day out. If we have a client is detained, we will tell the judge, "Listen, my client wants to sign a peace bond today, why keep him in jail?" There is the problem: What will the judge do in that situation? When the goal is to get the person behind bars and keep that person behind bars, then say so and provide for a limit. That is our problem.

Senator Fraser: As I say, I did not read it the way you are reading it. This will be a question we will have to put to the minister. I still think the conditions are a substantive thing to work for, not a pretext.

Senator Furey: My question goes back to an issue raised by Senator Bryden. It concerns your expression of concern in your brief that the bill introduces new provisions into the Criminal Code in section 83.2(a) that essentially you say that the consequences of which are that a person named in an order obtained under that section will be obliged to cooperate and talk.

UNREVISED / NON RÉVISÉ

As Senator Bryden pointed out, there is no immunity from compellability in Canada. As Minister McLellan testified before the committee in the pre-study, there is a protection against self-incrimination under the Canada Evidence Act.

You go on to say that the right to silence has, to all intents and purposes, been eliminated and the consequences will be to profoundly undermine the values and principles of the criminal law.

Where we have no immunity against compellability, and where we have ordinarily in Canadian law protection under the Canada Evidence Act, does this not allay some of your fears that you are raising about 83.2(a)?

Ms Boisvert: No, it is true that we have no right to silence or no immunity when we face some adjudicator, judge or are summoned to appear before a court of justice. We have no obligation to cooperate in investigations or to force people to cooperate. It is investigation and intelligence gathering that we are discussing here and detention for that purpose.

I have trouble determining what the role of the judge will be in that proceeding. He will not decide anything. We are at the stage of intelligence gathering here. It seems to us that the judge will not be an adjudicator. He will be there so that now we can say we have no right to silence in front of a judge. I do not know if judges will appear before this committee. I do not know how they will react. We do not have investigating judges in Canada. What will his role be? Past the fact that the person will be in front of a judge and then we can say that there is no right to silence.

As far as we understand, we have no right to silence and we have obligations to cooperate when we are in front of an adjudicative body or when the judge has something to decide. We have no obligation to cooperate and the police have no right to detain when they are intelligence-gathering.

It looks now as if the judge was the means by which you can detain and force cooperation. I do not know how that will work.

Senator Furey: Are you drawing a distinction here between an accused and a witness who is compellable at an investigative hearing?

Ms Boisvert: A suspect who is not an accused and a witness who is not an accused are in the same position.

UNREVISED / NON RÉVISÉ

Senator Furey: They are both afforded the protection under the Canada Evidence Act of not having self-incriminating evidence used against them. Is that correct?

Ms Boisvert: That is when they testify in front of an adjudicative body.

Senator Furey: That is generally where this goes, if the investigators feel that a crime is being committed. Is that correct?

Ms Boisvert: The police are not an adjudicative body. We have no protection regarding what we say to the police because we have no duty to collaborate with the police.

Senator Furey: I am somewhat confused. Absent all of this, if you are in the ordinary course a compellable witness in an investigation, you do not have any American-type fifth amendment rights. You do not have the right to silence, but you do have the protection of the Canada Evidence Act against self-incrimination. What has changed in that regard?

Mr. Ouimet: We are talking about the right to silence and protection. As you correctly pointed out, senator, we do have protection under the Canada Evidence Act and under the Charter. The right to silence is the protection. It is the use of the evidence that we provided.

What is at stake and what we are talking about without saying it is the right to liberty, which is at stake with clause 83.28. The decision is being made that from now on, because of urgent circumstances or exigent circumstances, people in Canada will now be coerced or forced to participate with police investigations. That is under certain circumstances, I agree, but that is what is at issue: not the right to silence per se but the right to liberty. Our liberty will now be restricted under those circumstances.

Ms Boisvert: I just add that we have no right to silence. We have the obligation to cooperate with some investigative bodies, but it has always been in the context of non-criminal prosecution-oriented bodies. It is always, also, in areas of administrative evidence-gathering for administrative purposes, never for criminal purposes. Now we are now doing it. I guess that intelligence-gathering in the area of terrorist activity has nothing to do with administrative law. It is a criminal business.

UNREVISED / NON RÉVISÉ

This is new. I am not sure that in this area the law is Charter-proof. When we were told that there was no right to silence in front of commissions of inquiry, it was always said that since it was not in the pursuance of a goal of criminal prosecution, we have no right to silence. I am not sure that is the same thing here for everyone. We will see what the courts will do, but there is something different in substance.

Senator Andreychuk: Thank you for your evidence. It has been very helpful with regard to some of the points. You give a practical approach as to how this bill will be implemented or could be implemented.

As I understand, in your introduction, you say that while no one can logically challenge the appropriateness of creating new offences to eradicate terrorism and force Canada to meet its international obligations, we must be apprehensive about the fallout from enacting measures that will leave a permanent imprint on our law.

Are you saying that although we must combat terrorism and that tools have to be found, these tools are so broad in some cases that they leave with the government the right to define when they will be used? The definitions of terrorism are so broad, the processes are so broad, the procedures are so broad, and now you have pointed out that some of them are subject to new and innovative interpretations. Are you saying that the reach will be farther than terrorism?

Ms Boisvert: Yes. This is one aspect. Also, if I can make a parallel, or use an example, at one point, I do not remember exactly when, we introduced in the Criminal Code exorbitant measures for designated offences. The list of designated offences was very short. Look at what a designated offence is now. It is the whole Criminal Code, save a very short list. We say as well that once you introduce these exorbitant powers in the Criminal Code, by a slight amendment at one point we can say, "Well, the gangs; well, kids' gangs." Everything will be found to be difficult when it come to intelligence-gathering. If we make just a little switch, these terrorist things will be applicable to many dispositions.

We advance that there is less chance of having all these dispositions less exceptional than they are today if they are kept separate, in separate legislation. It will always be more difficult to write an amendment to the Criminal Code saying that the terrorist act applies to investigations in this area or that area. There is a danger that these exceptional provisions will contaminate the Code at some point.

Senator Andreychuk: In clause 37 of the bill, the objection to disclosure of information reads:

UNREVISED / NON RÉVISÉ

Subject to sections 38 and 38.16, a Minister of the Crown in right of Canada or other official may object to the disclosure of information before a court, person or body with jurisdiction to compel the production of information by certifying orally or in writing to the court, person or body that the information should not be disclosed on the grounds of specified public interest.

We looked in the last year at an act where public interest was included, and it was included in a broad, sweeping generic way. We questioned its use in that way. In our Criminal Code, public interest had been used that way before, but in a narrow, defined way. Here, public interest is not narrowed in any way except the object of the entire bill. You just pointed out that it is fairly broad in its mandate.

Does this give you some concern that we will deny people the right of information and a public scrutiny of what is going on because public interest can continue to be enlarged and defined in such a way that virtually everything could be sealed?

Ms Boisvert: It is already there. I do not want to be misunderstood in anything I have said today. I think that everyone is making his or her best effort in good faith. We are just discussing the possibilities of abuse.

Our experience with the police bodies that will transmit the information is that they have a tendency to consider secrecy to be of the essence. There is a risk that deletions will be great.

Mr. Ouimet: One comment that we did not make specifically, but we must keep in mind, is that ever since Canada has been in existence we have had some provision either in our common law or in the Canada Evidence Act to protect our secrets.

It is not suddenly because we are faced with this terrible terrorist threat with which we must deal that we have to come up with some completely new provision to protect our secrets. The proposed sections 37 and 38 were drafted broadly. My understanding is that has worked. I have not heard anyone say that our national security is at risk because we have no way of protecting our secrets. That is not the case. I have not heard any convincing argument to the contrary.

With respect to your point, senator, clause 37 uses language that is already in the act. It is broadly drafted to cover many situations.

UNREVISED / NON RÉVISÉ

This bill sends the message that the government can now prevent secrets from being let out in the open, which is not what is happening at the present time anyway. I do not know if that answers your question.

(French follows--Senator Joyal: J'aimerais revenir sur la dernière partie....)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(après anglais)

Le sénateur Joyal: Je voudrais revenir sur la dernière partie de votre présentation qui se rapporte à l'imputabilité de l'ensemble de l'application de cette loi. Vous avez référé à...

(Sen. Joyal: civilian control or oversight...)

(anglais suit)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(Following French--Senator Joyal continuing)

Civilian control or oversight of police forces is one level. Then there is the parliamentary level, which we could consider how it is managed in the bill. Then there would be the independent authority charged in this bill with some aspects of its implementation.

I am thinking especially of clause 5 of the bill which deals with the commissioner appointed to review the Communications Security Establishment.

(French follows--Sen. Joyal continuing: Compte tenu qu'il s'agit...)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(après anglais) (Sen. Joyal)

Compte tenu qu'il s'agit de modifications permanentes au Code criminel, vous nous dites qu'il y a une responsabilité additionnelle de notre part de s'assurer qu'il y ait un contrôle civil suffisant sur les forces policières qui seront chargées de mettre en application ce projet de loi.

En ce qui concerne le Québec, lorsque la clause crépusculaire sera en application d'ici cinq ans, le conseil de surveillance de la Sûreté du Québec aura cessé ses activités puisque son existence prendra fin, comme vous le savez, le 15 juin 2005. Au moment de l'entrée en vigueur de la clause crépusculaire, il n'y aura plus légalement de contrôle sur la Sûreté du Québec. Cet élément me semble extrêmement important en ce qui concerne le premier niveau de contrôle.

Quant au deuxième niveau de contrôle qui est celui du Parlement, lorsque, à ma connaissance le parlement canadien a eu à aborder des questions de gestion de sécurité, les membres du comité Kelly, qui a siégé et qui nous a donné des recommandations très précises il y a deux ans, ont dû être assermentés et assumer une obligation de non-divulgence.

Par conséquent, il est exact que le ministre fait un rapport au Parlement, mais l'expérience antérieure révèle que lorsque nous avons voulu être efficaces dans la révision des questions de sécurité, on a dû procéder qu'une manière très précise en nommant des membres du Parlement qui ont dû être assermentés pour pouvoir obtenir des informations particulières reliées à la sécurité.

Ce qui me préoccupe, c'est que bien sûr nous aurons un rapport et on ne veut pas le rendre accessible à des personnes qui pourraient l'utiliser contre les intérêts de la sécurité. Par conséquent, la révision parlementaire sous cette forme risque d'être limitée étant donné qu'on siège en public. Et même si on siège à huis clos, il y a quand même des limites à l'information qui peut être rendue accessible aux membres du Parlement.

La loi prévoit un troisième élément de contrôle, soit celui de la nomination d'un commissaire indépendant chargé de réviser les activités du Centre de la sécurité des télécommunications. La disposition figure aux pages 126 et 127, à la clause 273.63(1):

Le gouverneur en conseil peut nommer à titre inamovible pour une période maximale de cinq ans un juge à la retraite surnuméraire d'une

UNREVISED / NON RÉVISÉ

juridiction supérieure qui se charge de remplir les fonctions de commissaire du centre de la sécurité des télécommunications.

En d'autres mots, il y a dans la loi un élément de définition de contrôle d'une activité qui, en pratique, échappe à la surveillance des autorités. Est-ce que ce niveau de contrôle, s'il était établi dans la loi pour les activités les plus sensibles, celles où la sécurité est la plus délicate, n'aurait pas été une façon d'obvier aux deux faiblesses des deux contrôles dont j'ai parlé, soit celui de la police et celui du Parlement qui est nécessairement limité, compte tenu de sa définition publique?

Mme Boisvert: Pour ce qui est du troisième niveau de contrôle, la loi dit bien que le gouverneur en conseil «peut» nommer. Il est permis, il n'est pas obligatoire de nommer. Pour ce qui est du contrôle parlementaire, ce qui sera intéressant dans ce genre de rapport, c'est ce qui n'y figurera pas. Il est clair qu'à partir du moment où ces rapports sont publics, leur contenu sera réduit au minimum.

Je crois également que la loi prévoit que le rapport contiendra de l'information quantitative, dans le genre combien de fois ceci, combien de fois cela, quel pouvoir a été utilisé et combien de fois? Finalement, cela ne fournit pas beaucoup de renseignements.

La semaine dernière je comparais devant le comité permanent qui siégeait pour le projet de loi C-24 et on nous a mentionné que suite à un arrêt de la Cour suprême, la Gendarmerie royale du Canada avait interrompu 59 enquêtes. On vous a demandé des précisions, à savoir le genre d'enquête qui avait été interrompu, ce qui était impliqué, si c'était des enquêtes de vaste envergure ou des mini-enquêtes, et pourquoi on les avait interrompues. Vous ne saviez rien à part le fait que 59 enquêtes avaient été interrompues.

Je ne suis pas convaincue que le rapport contiendra suffisamment d'information pour mener à un contrôle effectif. Il faut un mécanisme quelconque qui fait en sorte que les gens qui exercent un certain contrôle aient accès à davantage d'information et je ne pense pas qu'il sera utile, au moment de revoir la loi, de savoir qu'elle a été invoquée X nombre de fois.

Il serait intéressant de savoir s'il y a eu dérive ou si des gens ont été arrêtés et relâchés par un juge pour telle ou telle raison et combien de fois. Étant donné le type d'information qui va être donné, je partage votre avis et je ne crois pas à un contrôle effectif.

UNREVISED / NON RÉVISÉ

Le sénateur Joyal: Ne devrions-nous pas, à ce moment-là, préciser le type d'informations qu'il devrait y avoir dans le rapport à être déposé au Parlement si nous n'empruntons pas la voie de nommer un commissaire indépendant?

Mme Boisvert: De façon générale, oui. On peut penser à certains renseignements qu'il serait utile d'avoir au moment, entre autres, de la révision de la loi. À mon avis, des renseignements purement quantitatifs ne sont pas suffisants.

M. Ouimet: Concernant le point que vous avez soulevé quant à la nomination d'un commissionnaire, j'aimerais préciser que nous ne sommes pas contre l'idée d'avoir des mécanismes de contrôle ou de surveillance. En fait, plus il y aura de mécanismes qui y seront incorporés, plus de protection nous aurons tous contre les abus potentiels. Dans ce sens, nous ne sommes pas contre l'idée de nommer un commissaire. La question est d'avoir le mécanisme qui est le plus efficace et qui est le moins onéreux. C'est donc de trouver le juste équilibre. Maintenant, à savoir si ce serait efficace, c'est une autre question.

Le sénateur Beaudoin: Pour les certificats, il y a appel à un juge de la cour fédérale. On parle de la cour fédérale de première instance et de la cour fédérale d'appel, mais avec un seul juge. Je suis très content de voir cet amendement parce que, depuis le début, j'ai toujours dit qu'il faut avoir accès aux tribunaux. J'ai posé la question à M. Radwanski qui m'a dit de le demander aux hauts-fonctionnaires du ministère de la Justice. Je vais le faire, mais je n'arrive pas à comprendre pourquoi on fait appel à un juge de la cour d'appel. Cela me semble curieux. Je ne sais pas si cela vous a surpris.

Mme Boisvert: Il faudra poser la question. Nous avons spéculé à ce sujet à savoir quelle était l'intention. Il est clair qu'il y a moins de juges à la division d'appel qu'à la division de première instance et on va devant un seul juge. Nous avons eu l'impression qu'on voulait limiter le bassin de personnes qui auraient accès au genre de renseignements qui doivent être dévoilés au cours de l'audition, mais je crois qu'il serait plus prudent de vous fier à la réponse de la ministre qu'à la nôtre.

Le sénateur Beaudoin: Ce qui me préoccupait, c'est pourquoi un seul juge de la cour d'appel? Si c'est la cour d'appel, c'est trois juges d'habitude.

Mme Boisvert: Je ne sais pas.

(Sen. Tkachuk: The witnesses have raised some issues...)(anglais suit)

UNREVISED / NON RÉVISÉ

(Following French)

Senator Tkachuk: The witnesses have raised some interesting issues. I have been troubled with this bill from the beginning. This bill was purportedly drafted to stop terrorism. However, we have domestic terrorism such as a Timothy McVeigh in the United States. Canada probably saw terrorist acts during the Quebec crisis. I believe that Canada handled it wrongly with the use of the War Measures Act. In the United States, they were able to find and convict the guy and blissfully send his devilish soul on its merry way. They were able to solve the problem.

This bill is aimed at people, like those who did the harm in New York. Canadian citizens are not sitting around in Regina or Kenora trying to figure out how to bomb the capital buildings in Ottawa. Is there another way we could have addressed the problem?

This is a huge piece of legislation that forces all Canadian citizens to fall under an act. I do not think there is any evidence to suggest that Canadians are prepared to commit these crimes.

Ms Boisvert: To be frank we have decided that this is neither the place nor the time to more fundamentally address the wisdom of this bill because we would look like we are in favour of terrorism. Now is not the time to be against this bill in a principled way. There are good things in the proposed legislation, however, many things that are redundant, not necessary and not useful. I will use an anecdotal example. The terrorists came from outside. When you read this bill, you see the terrorists come from outside. They used airplanes; you almost see the airplanes. The bikers in Quebec used bombs; you see bombs in the bill. I doubt very much that the prospect of a longer jail term will deter anyone who has decided to blow something up with a bomb.

We are pleased to see that there will be revisions to this bill. Usually, when you put up exceptional measures, exceptional offences, you make a decision in the risk management decisions you make to condemn an innocent person. In England, they have adopted exceptional common law measures and now we make films and mini-series about the Birmingham Five. These are the dangers that, at present, that is the kind of risk we will accept. We will see in ten years if we make mini-series or films about these events and if this proposed legislation has been helpful. We will see.

UNREVISED / NON RÉVISÉ

Senator Tkachuk: It says more about our country, though, that you would be not prone to say what you want to say because you are afraid of being accused of being for terrorism. Many politicians have the same fear: "Oh, gee, we have to vote for the bill, because if we do not, we will be accused of being for the terrorists," which is not what this bill is about anyway.

The Chairman: I wish to thank our witnesses for an interesting morning. I know that it was short notice for you to appear.

I also wish to thank all of my colleagues for being very concise today. I hope that is a kick-off for the whole week and I look forward to that.

The committee adjourned.